

Le Valais veut lutter contre la traite d'êtres humains

ABUS Le canton a présenté hier sa stratégie qui comprend notamment la création d'une association dédiée à la problématique

ATS

«Travailler tous les jours dans un restaurant, se voir confisquer son passeport, être logé sur place dans un lieu insalubre et payé moins de 10 francs de l'heure. Ce genre de situation existe dans notre canton aussi. Cette forme d'esclavage moderne porte un nom: la traite d'êtres humains», lançait hier le conseiller d'Etat Mathias Reynard.

Aujourd'hui en Valais, peu de situations remontent aux autorités. On compte ainsi une vingtaine de cas annoncés depuis 2019. Mais le phénomène est là: un rapport national publié l'an

passé estime que le risque de traite est élevé dans le canton.

La stratégie développée par le Valais porte sur trois axes. Elle prévoit la formation et la sensibilisation des professionnels du terrain, mais aussi, à terme, à apprendre aux syndicats et autres partenaires sociaux dans les secteurs touchés, à détecter les signes insidieux d'une exploitation et à soutenir et diriger les éventuelles victimes. Une fois détectés, les cas doivent pouvoir être traités de manière coordonnée avec comme but la sortie des victimes du réseau grâce à l'aide de structures d'accueil. Enfin, la stratégie cantonale veut accompagner les victimes dans le processus de guérison physique et psychologique mais aussi dans la procédure judiciaire qui suit. Une association sera créée pour mener à bien ces missions. ■